

Interview d'Elmar Mammadyarov



A la fin de cette semaine, l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe (OSCE) se réunira à Dublin pour son Conseil ministériel annuel. Je garde l'espoir que nous puissions accomplir de réels progrès sur la résolution de certains des problèmes auxquels est confrontée notre région, en particulier, la réalisation d'une paix durable entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan.

L'Azerbaïdjan est économiquement prospère en raison d'un boom pétrolier et gazier, mais nos efforts pour construire un pays moderne sont handicapés par des problèmes de sécurité.

L'ensemble de la région Caspienne est en proie à des tensions, ce qui pourrait rapidement dégénérer en problèmes politiques entre voisins pour se transformer en conflit. La question la plus irritante et nuisible pour mon pays est avec l'Arménie voisine concernant la province azerbaïdjanaise du Haut-Karabakh.

Cette province appartient à l'Azerbaïdjan. Les forces arméniennes occupent le Haut-Karabakh et les sept districts azerbaïdjanaïses mitoyens depuis 1993, date du cessez-le feu négocié par l'OSCE. L'occupation a provoqué le déplacement de près d'un million de citoyens azéris de leur foyer. En conséquence, nos relations avec l'Arménie sont pratiquement inexistantes. Il y a aussi un manque flagrant de coopération économique et commerciale entre nos deux pays.

L'Azerbaïdjan veut la paix afin que nous puissions continuer à faire croître notre économie, à développer nos ressources énergétiques et faire progresser nos relations avec l'Europe et nos voisins. Mais l'Arménie détient également une participation dans la paix avec l'Azerbaïdjan. Le pays est isolé dans la région en grande partie à cause de ce conflit. Il est exclu de toutes les infrastructures régionales et des projets énergétiques, tels que les oléoducs et les gazoducs qui partent de la mer Caspienne vers la Turquie via la Géorgie et de là vers l'Europe, ainsi que de la nouvelle ligne de chemin de fer entre l'Azerbaïdjan et la Turquie via la Géorgie, qui sera inaugurée cette année. Quand on se mettra d'accord sur une paix durable, l'Arménie pourrait devenir partie prenante de ces projets régionaux.

Le règlement du conflit du Haut-Karabakh bénéficiera aussi à l'Europe. L'Azerbaïdjan est devenu un grand exportateur d'énergie vers l'Europe, et avec l'accord signé d'un nouvel oléoduc avec la Turquie, l'Europe va bientôt recevoir 10 milliards de mètres cubes de gaz naturel de l'Azerbaïdjan. Ce volume pourra être porté à plus de 20 milliards de mètres cubes.

Les intérêts économiques européens en Azerbaïdjan et dans la région au-delà de l'énergie portent aussi sur la stabilité dans le Caucase, qui fait maintenant partie de

la sécurité intérieure de l'Europe. Ce n'est plus qu'une question de l'UE s'engageant avec sa périphérie. Comme la Yougoslavie dans les années 1990, le Caucase fait maintenant partie d'un débat sur la sécurité intérieure européenne.

Une chose doit être claire : nous n'accepterons pas une division territoriale de l'Azerbaïdjan. Notre intégrité territoriale doit être respectée, car c'est le droit international. En 1993, le Conseil de sécurité a approuvé quatre résolutions pertinentes appelant à un retrait immédiat, complet et inconditionnel des forces arméniennes de notre territoire. Le retrait militaire arménien doit être global, et il doit avoir lieu maintenant.

Au-delà de ces deux conditions, nous sommes flexibles et prêts à soutenir tout processus de paix. Nous allons le soutenir avec un plan de développement économique réel pour le Haut-Karabakh, y compris pour des investissements lourds.

Nous pouvons résoudre le problème du Haut-Karabakh que s'il y a une volonté politique de tous les côtés. Il y a certainement une telle volonté de notre côté. L'Azerbaïdjan est le plus grand promoteur d'un règlement immédiat du conflit, et nous sommes engagés à bâtir un environnement économique stable et de sécurité dans notre région.

Je suggère que nous allions de l'avant à Dublin et réalisons des progrès sur cette question au-delà de ce qui a déjà été convenu avec l'Arménie et les trois coprésidents du groupe de Minsk de l'OSCE - France, États-Unis et Russie. Après la rédaction d'un accord de paix global dans un délai donné, l'OSCE devra convenir d'un nouveau rendez-vous du Groupe de Minsk avec la participation de toutes les parties.

La paix dans le Caucase ouvrira de nouvelles perspectives de coopération et d'intégration régionale. Avec la paix, nous pourrions tous progresser plus rapidement dans nos efforts pour rattraper le reste de l'Europe. Dublin est l'occasion d'une paix. J'invite nos homologues arméniens à s'en saisir avec nous.

[The Wall Street Journal](#)